

Positionnement du collectif ADN sur les déchets radioactifs

Le collectif Arrêt du nucléaire (ADN) soutient toutes les luttes remettant en cause l'industrie atomique. Il rassemble des groupes qui, conformément à la charte qu'ils ont approuvée, agissent pour l'arrêt (immédiat ou dans les plus brefs délais) du nucléaire civil et l'abolition des armes nucléaires afin, entre autres :

- *d'éviter de nouvelles catastrophes nucléaires,*
- *d'arrêter la pollution autour des installations,*
- *de stopper la production de déchets radioactifs.*

Attendu que :

- Contrairement aux promesses initiales, le problème des déchets radioactifs – à vie longue en particulier – n'est pas résolu depuis trois quarts de siècle.
- Les « solutions » de stockage un temps annoncées comme durablement fiables (mines de sel en Allemagne, WIPP ou entreposage à sec en conteneurs bétonnés aux USA...) n'ont pas tardé à montrer leurs inquiétantes limites.
- Le stockage à sec en subsurface, ou en surface sur site, dont la prétendue réversibilité pourrait séduire, se heurte sur le terrain à de très nombreuses impossibilités : insuffisance des sites présentant les qualités géologiques requises, inacceptation sociale, risques d'effondrement, d'inondations, de fuites, et au final de diffusion de la radioactivité dans l'environnement et en particulier dans l'eau. Les sites des centrales nucléaires sont complètement inadaptés.
- Dans un avenir prévisible, d'hypothétiques progrès scientifiques ne sauraient modifier qu'à la marge cet état de fait. Aucune transmutation n'est sérieusement envisageable à grande échelle en raison de limites économiques et énergétiques, et la surgénération n'est qu'une fuite en avant insensée dont la France n'a même plus les moyens financiers.
- Quelles que soient les stratégies provisoires mises en œuvre, il est temps de prendre lucidement acte du fait qu'aucune baguette magique ne fera disparaître ces déchets : notre génération et les suivantes auront à surveiller cette épée de Damoclès durant des millions d'années.
- La filière nucléaire étant à terme condamnée, tant au plan économique que climatique, la raison veut qu'on y mette fin au plus vite, sans attendre d'autres catastrophes. Du reste, le vrai bilan des quantités et divers types de déchets à surveiller ne peut se faire qu'après arrêt.
- En matière de déchets radioactifs, *toute option est source de risques et de dangers*, de maladies, mutations génétiques et morts prématurées. Le débat ne relève donc pas d'une simple optimisation de décisions techniques par des ingénieurs, des scientifiques, des économistes ou autres « experts », mais bien de *choix collectifs essentiels éminemment politiques – enfin démocratiques* – quant à la répartition, équitable et consentie, et au suivi de ces dangers.

Surtout : aucun débat sérieux et sincère sur le devenir des déchets légués par l'industrie atomique n'est envisageable **sans accord préalable sur la nécessité de cesser d'en produire à bref délai.**

Bien ou mal, les déchets existants sont pour l'heure entreposés : ***de nouvelles capacités de stockage ne serviraient qu'à permettre d'en produire d'autres massivement.*** Au-delà d'un renforcement de la protection des incontournables « piscines », il n'y a *aucune urgence à trancher* sur d'éventuelles « moins mauvaises options » futures, ni à s'engouffrer sur de fausses pistes définitives pour les déchets et résidus déjà présents.

Un débat portant sur la gestion globale des déchets radioactifs est nécessaire, en incluant les mines d'uranium abandonnées, ainsi qu'un sérieux bilan historique de l'atome militaire.

Il faut noter à ce propos que l'uranium 238 et le plutonium, soit 95 % du « combustible » irradié, sont classés, en France, « matières valorisables », alors que les États qui ne pratiquent pas le retraitement comptabilisent la totalité des assemblages de combustible usé dans les déchets.

Le collectif ADN estime qu'il faut :

- ◆ *mettre un terme définitif à l'extraction de plutonium et d'uranium de retraitement en France, et cesser de l'encourager au Japon et ailleurs ;*
- ◆ *faire reclasser administrativement ce plutonium et cet uranium, dits « valorisables », dans les déchets, et redéfinir ceux-ci selon les critères majoritairement utilisés à l'international ;*
- ◆ *rendre réellement accessibles à tous les informations sur la totalité de la production de déchets radioactifs civils et militaires ;*
- ◆ *s'opposer à l'exportation/externalisation de matières et déchets radioactifs dans d'autres pays ;*
- ◆ *exclure tout « recyclage » ou déclassement de matériaux radioactifs (dans la fonte de ferrailles contaminées, les remblais routiers ou ferroviaires...) ;*
- ◆ *interrompre tout démantèlement de réacteurs et autres installations nucléaires, une fois les premières étapes administratives de mise en sécurité et mise à l'arrêt définitif réalisées ;*
- ◆ *laisser les déchets radioactifs dans leurs entrepôts actuels, sauf s'ils sont exposés à des risques d'inondation ou sismiques, et à condition que leur déplacement réduise de façon importante le risque de contamination ou d'accident ;*
- ◆ *ne créer dans l'immédiat aucun nouveau site de stockage de déchets nucléaires ;*
- ◆ *privilégier pour l'heure le maintien des assemblages sous eau en piscine de refroidissement protégée et renforcer au maximum la protection matérielle de ces piscines ;*
- ◆ *dénoncer toute option dont la réversibilité est illusoire ou douteuse et, plus globalement, bien faire ressortir les limites de toutes les prétendues solutions de moyen ou long terme proposées ;*
- ◆ *alerter contre les systèmes « high tech » automatisés, à l'origine de dangereux relâchements de surveillance, et privilégier la réflexion sur les options valorisant des présences compétentes et un contrôle humain effectif sur le terrain.*

Sachant que l'industrie nucléaire s'efforce :

- de morceler les dossiers pour obtenir les autorisations par petits bouts,
- de dépolitiser ces questions, en les présentant comme purement techniques ou scientifiques,
- de diviser les opposants et de soumettre l'opinion publique à une intense propagande,
- de repousser toujours aux calendes grecques la question de l'arrêt,

il nous faut conserver **une vision globale du problème**, et rechercher des synergies sans pour autant affadir nos discours.

La réflexion sur le devenir du legs atomique suppose une solidarité entre toutes les associations et militants impliqués dans des dossiers liés à cette forme de pollution radioactive et chimique, de l'extraction du minerai au démantèlement des installations en passant par les transports de déchets.

Notre rôle, en tout état de cause, est de nous opposer à tout projet, proposition, nouvelle autorisation ou prolongation d'autorisation qui ne serait pas rigoureusement subordonné à l'arrêt rapide et définitif de la filière nucléaire de production d'électricité, ainsi qu'au renoncement à l'armement nucléaire, en passe d'être interdit par l'ONU.